



GENÈVE

Manifestation pour l'emploi

Vendredi, près de 300 employés belges de Caterpillar ont exigé devant le siège international du groupe l'arrêt des restructurations après l'annonce de la fermeture d'usines. Plus de 2000 emplois sont menacés.

Genève

145 000 visiteurs ont fréquenté les Automnales et ses 550 exposants, comme en 2015, et malgré un contexte économique plutôt morose. Le stand du canton et de la Ville de Genève a drainé un nombreux public.

VOTE ÉLECTRONIQUE

L'Argovie choisit Genève

Le Conseil d'Etat se réjouit du choix du canton d'Argovie qui, au terme d'une procédure d'appel d'offres, a choisi de recourir au service fourni par le canton de Genève en matière de vote électronique, CHVote.

VAUD

Microcentrale au cœur du débat

Le sort d'une microcentrale hydroélectrique dans les gorges de Covatannaz sera décidé mercredi prochain au Tribunal fédéral. Aux yeux des promoteurs, l'enjeu est capital à l'heure de la transition énergétique.

Les travailleurs du second œuvre manifestent pour la CCT

TRAVAIL La résiliation de la CCT par les employeurs a été «vigoureusement» dénoncée.

Les travailleurs du second œuvre romand se sont mobilisés vendredi pour défendre leur convention collective de travail (CCT).

Ces travailleurs ont participé dans tous les cantons romands à des pauses de midi prolongées et à des interruptions de travail jusqu'en fin d'après-midi, indiquent vendredi les deux syndicats dans un communiqué commun. «Ils sont très remontés», a dit Lucas Dubuis, porte-parole d'Unia. Les rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes.

Ils étaient environ 120 à Bulle, 150 à Renens, 50 en ville de Neuchâtel, et 80 à Delémont, détaille M. Dubuis. A Sion, des actions de distributions de tracts ont eu lieu dans les entreprises dont les patrons sont membres d'unions patronales. Ils étaient environ 70 à avoir interrompu leur travail. A Genève, les syndicats ont décidé d'arrêter un des chantiers les plus importants du canton, à Chêne-Bougeries. Les quelque 40 travailleurs ont prévenu le Conseil d'Etat.

«C'est une situation inédite. Dans la branche, on n'a jamais vu cela», a indiqué un syndicaliste présent sur le chantier. Si le vide conventionnel subsiste, «le ton va probablement se durcir début février». Certains évoquent déjà une grève.



Les travailleurs vaudois ont dénoncé la résiliation de leur CCT dans la salle de spectacle de Renens. KEYSTONE

Marche arrière

Les syndicats dénoncent «l'attitude irresponsable du patronat». Dès le début de l'année prochaine, les 25 000 travailleurs du second œuvre romand, qui travaillent principalement dans les métiers du bois et de la peinture, n'auront plus de CCT.

Selon les syndicats, la dénonciation ouvre la porte au «dumping» salarial et à une guerre des prix sans précédent. «Face au chaos qui guette la branche», Unia et Syna appellent les employeurs à faire marche arrière et à entamer des discussions sans condi-

tions préalables. Ils demandent également des améliorations de la CCT, notamment en ce qui concerne la compensation de la perte du pouvoir d'achat des salariés. Elles sont possibles «et amplement méritées», soulignent les syndicats.

Vide conventionnel

La situation s'était envenimée en octobre lorsque les patrons avaient décidé de ne pas entrer en matière sur une adaptation salariale. Des négociations avaient été entamées cet été.

Le président de la délégation

patronale du second œuvre romand, Pascal Schwab, avait alors expliqué que des adaptations salariales avaient eu lieu en 2015. Vu la situation économique générale et la baisse des volumes de travail, les employeurs ont préféré y renoncer en 2016, avait-il argumenté.

Pour éviter un vide conventionnel, les employeurs du second œuvre avaient proposé de prolonger d'une année la CCT. Mais les syndicats ont refusé cette offre. Les employeurs n'ont eu d'autres choix que de dénoncer la CCT, selon M. Schwab. ● ATS

LAUSANNE

Dans la rue pour dénoncer le profilage racial

Environ 600 personnes se sont réunies samedi à Lausanne dans le cadre d'une marche pacifique. Elles voulaient ainsi rendre hommage à Hervé, un Congolais de 27 ans, abattu par un policier début novembre à Bex et protester contre «le profilage racial».

Le cortège, mené par la famille d'Hervé, a sillonné la capitale vaudoise scandant «La vie des Noirs compte aussi», «La justice pour Hervé» ou «La Suisse c'est aussi nous». Essentiellement composé de personnes de couleur, il avoisinait 600 personnes au plus fort, selon la police lausannoise.

Dès la mise sur pied de cet événement, les organisateurs ont insisté sur son caractère pacifique. «Nous sommes là pour accompagner

la famille dans son deuil, dans une démarche de paix», a ainsi expliqué Yannick Lema, porte-parole du nouveau collectif «A qui le tour».

Discrimination

Les personnes présentes tenaient aussi à dénoncer «la discrimination ambiante». Si selon Yannick Lema, le «profilage racial» n'a rien de nouveau, deux événements récents ont poussé ces jeunes trentenaires de la communauté africaine à créer ce mouvement: le drame de Bex et un contrôle de police musclé d'un Cap-Verdien qui faisait son jogging à Lausanne. Le cortège s'est arrêté quelques instants sur les lieux du contrôle, ainsi que devant le poste de police. ● ATS

LITTÉRATURE

Les amateurs de polars ont apprécié le festival Lausan'noir

Le public a été nombreux à se rendre vendredi et samedi au festival Lausan'noir, premier rendez-vous exclusivement dédié au polar en Suisse. Une soixantaine d'écrivains helvétiques, français et canadiens se sont donné rendez-vous à l'Espace Arlaud à Lausanne.

Rencontres, dédicaces, projections et tables rondes étaient au menu du festival auquel le public a répondu en nombre. Les organisateurs n'ont pas pu indiquer le nombre précis de visiteurs puisque l'événement était gratuit. Les visiteurs sont intervenus avec plaisir et intérêt, écrivent les organisateurs samedi dans un communiqué.

Le festival a navigué entre fiction et réalité, puisque les auteurs étaient eux-mêmes des procureurs, avocats, historiens ou encore journalistes de profession. Par ailleurs, quelques policiers ont présenté leurs activités réelles. ● ATS

Prilly: le destin des tours de Malley-Gare au cœur d'une âpre bataille

URBANISME Les Prilliérens se prononceront le 27 novembre sur le Plan partiel d'affectation de Malley-Gare.

Objet d'une campagne intense, le projet urbanistique suscite la controverse, en raison de deux tours d'une hauteur maximale de 63 et 77 mètres.

Ce Plan partiel d'affectation (PPA) constitue la première étape de la renaissance de la friche de Malley, appelée à se densifier dans l'Ouest lausannois. Située près d'une halte CFF, elle est destinée à devenir un éco-quartier. Le Conseil communal de Prilly a donné son aval au projet à une très large majorité et décidé de le soumettre à un référendum spontané. Il est soutenu par l'Association Malley-Demain, qui comprend l'ensemble de l'échiquier politique prilliéran, à l'exception de l'UDC.



Alain Gilliéron, syndic de Prilly, pose devant la maquette de l'association «Malley Demain» en vue de la votation du 27 novembre. KEYSTONE

Malley-Gare devrait ainsi accueillir quelque 420 nouveaux habitants ainsi que 630 emplois. Organisé autour de deux places publiques, le concept prévoit deux tours dont le visage n'est pas encore connu. Elles feront l'objet d'un concours d'architecture après la votation.

Espace de vie restitué

«Ce projet va créer de nouveaux logements, de nouveaux emplois, des commerces de proximité, des bureaux, des écoles», s'enthousiasme Alain Gilliéron, syndic de Prilly. «Certes, dans des bâtiments hauts, mais cela peut aussi être élégant et utile. Cela laisse une

large place aux parcs publics, à la nature en ville».

Connecté au système d'agglomération Lausanne-Morges, le quartier bénéficiera par ailleurs de nombreux bus, trains, trams. Il restituera aux communes de Prilly et Renens un véritable espace de vie avec des lieux de culture, des installations sportives, en lieu et place d'un «no man's land». En cas de non le 27 novembre, dix ans de travaux préparatoires passeraient à la poubelle. «Les conventions signées avec les propriétaires, tout un travail titanique serait à refaire», avertit le syndic.

Un mur de tours

En face, quatre associations de la région appellent à mettre un non résolu dans l'urne le 27 novembre: Avenir Malley, Groupe de Florissant, Association Vivre Renens et l'Ouest Lausannois ainsi que le Mouvement de Défense de Lausanne.

Pour les opposants, c'est maintenant qu'il faut refuser «la logique de la démesure». Ils dénoncent notamment un mur de tours qui impactera la vue de dizaines de milliers de Lausannois et Prilliérens.

S'ils se disent favorables à une densification, «il faut savoir où mettre le curseur: 648 habitants/emplois à l'hectare pour Malley-Gare, c'est sept fois la densité de Prilly, et quasi le double de celle du centre-ville de Lausanne», argue l'ancien journaliste Jean-Claude Péclet. Président d'Avenir Malley, il déplore l'opacité du PPA.

«N'importe où ailleurs, ce projet aurait fait l'objet de présentations précises, de simulations, de photomontages», décrit-il. «Un autre point extrêmement dérangeant, c'est le saucissonnage du projet en plusieurs tranches, on va voter sur la première sans savoir ce qui vient après». Les adversaires du PPA craignent également l'augmen-

tation du trafic sur un axe nord-sud déjà engorgé.

Information correcte

Pour le syndic, les autorités ont été claires en montrant des images de l'ensemble du projet: «Un logiciel magique montre l'impact des tours à chaque habitant depuis chez lui. Il n'y a pas de mur de tours», assure-t-il.

Quant au trafic supplémentaire, «on n'y peut rien, c'est le trafic d'agglomération». Les trois nouvelles sorties d'autoroute prévues devraient le faire diminuer de 50% à Malley. ● ATS

PUBLICITÉ

Visuels autocollants

T

l'Atelier de la Lettre

patrick TIÈCHE Nyon

022 361 73 07

atelierdelalettre.ch